

La suisse en 1815 : le second passage des Alliés et l'expédition de Franche-Comté [fin]

Autor(en): **Muret, H. / Cérenville, B. de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **57 (1912)**

Heft 6

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-339425>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LA SUISSE EN 1815

Le second passage des Alliés et l'expédition de Franche-Comté.

(Fin.)

Les opérations qui suivent empruntent leur intérêt au fait qu'elles se sont en partie déroulées sur territoire vaudois. Elles marquent pour l'armée de la Haute-Italie le couronnement de ses efforts réalisés pour atteindre Lyon.

Pendant que Radivojewich et Merville exécutaient leur marche en Valais et en Chablais, Bubna s'avancait de Turin sur Lyon par les Hautes-Alpes, ainsi que l'indiquait l'ordre général de Frimont.

Dans leur offensive parallèle, les deux corps, suivant l'idée du commandant en chef, devaient rester à la même hauteur et atteindre ensemble, le 27 juin, la frontière française. Les troupes du Simplon furent seules à se conformer à cette prescription; Bubna, retardé dans ses opérations, atteignit Chambéry le 30 seulement et Frimont jugea préférable de ne pas attendre son arrivée pour franchir les cols du Jura, malgré les risques que présentait cette entreprise.

Après avoir abandonné l'Arve, les Français s'étaient retirés derrière une ligne de positions très fortes dont le nœud se trouvait au fort de l'Ecluse qui commandait les hauteurs de Châtillon. L'aile droite, protégée par le Rhône, s'étendait jusqu'à Pierre-Châtel; l'aile gauche s'appuyait aux ouvrages élevés par Lecourbe aux Rousses et à la Faucille. Aborder de front le fort de l'Ecluse était chose impossible, mais on pouvait tourner par le nord le redoutable défilé en forçant les Rousses et la Faucille qui devenaient ainsi l'objectif naturel et immédiat des Autrichiens.

Frimont était exactement renseigné sur la valeur des positions françaises et sur les effectifs des troupes qui les occupaient. Welden avait parcouru toute la contrée; de Nyon, il avait reconnu tous les chemins dans la direction de St-Cergues, puis il était monté à la Dôle, d'où il avait, sans difficulté, repéré les travaux de l'adversaire et précisé le plan d'attaque. De son côté, Sonnenberg fit exécuter par une « personne de confiance » une exploration minutieuse de la ligne ennemie, sur l'étendue de laquelle il adressait, le 27 juin, à Frimont un rapport détaillé.

Ces enquêtes successives permettent de fixer comme suit le nombre et l'emplacement des ouvrages français :

1^o A la Faucille : 3 redoutes, avec 7 pièces de canon, établies près de la bifurcation des routes Gex-Risoux et Gex-La Vattay; la plus grande, de vingt pas de long; les deux autres de quinze pas; position dans son ensemble difficile à tourner.

2^o Aux Rousses, deux ouvrages dont les feux croisés balayaient la route, à savoir : une grande redoute de trente pas, située à une portée de fusil au sud du village de ce nom, sur une éminence à l'est du chemin qui vient de St-Cergues; pouvait recevoir six pièces, mais n'en possédait que deux en date du 20 juin; position susceptible d'être tournée.

A l'ouest du même chemin, une seconde redoute, semblable à la précédente et distante de celle-ci de quarante pas. Pouvait être tournée.

3^o Entre Pont-Neuf et Morez, une redoute de quinze pas de long.

4^o A la Mijoux, à Saint-Claude, quelques autres ouvrages de moindre importance.

Les rapports de Welden et de Sonnenberg fournissaient sur la nature des redoutes (parapets, fraises, palissades, gabionnement) toutes les indications désirables. Ils contenaient aussi une description détaillée des différentes routes accédant à la ligne de défense française.

Dûment renseigné, Frimont fixa au 2 juillet l'attaque des positions ennemies. Le 30 juin, à 11 heures du soir, il fit parvenir à Radivojewich ses instructions qui comportaient un mouvement tournant par Trélex et les Rousses. La colonne chargée de mener à bien cette opération devait être placée sous le commandement du général Folseis auquel on adjoindrait Welden, en raison de sa parfaite connaissance du pays.

Une subdivision dirigée sur Gex chercherait à détourner l'attention de l'ennemi, pendant que Felseis se dirigerait sur Trélex.

Voici comment Radivojewich exécuta les ordres de son chef.

Le 1^{er} juillet, avant midi, il rassemblait au Grand-Saconnex six bataillons des régiments Gyulay et Mariassy, un bataillon de Croates, trois escadrons de hussards, une batterie, un détachement de pionniers. Il groupa ces troupes en deux colonnes.

La première sous les ordres du colonel Gebhardt, se composait de neuf compagnies du régiment Mariassy, deux compagnies de Croates et un escadron de hussards. Elle reçut pour mission de maintenir le contact entre le corps marchant sur les Rousses et le général Radivojewich, qui se chargeait de la diversion sur Gex. Elle devait marcher sur Crassier et se maintenir au pied de la montagne entre ce village et Trélex. Elle devait, cas échéant, attaquer latéralement la Faucille et, dans tous les cas, faire une démonstration contre Gex.

Felseis commandait la seconde colonne, formée de vingt-une compagnies, des régiments Gyulay et Mariassy, deux compagnies de Croates, un escadron de hussards avec de l'artillerie et des pionniers et qui devait attaquer la position des Rousses le 2 juillet au point du jour. Il détacha à son tour le colonel Czarnoczy avec six compagnies d'infanterie et deux de Croates pour tourner le défilé de la Faucille.

La colonne Felseis passa par Versoix et Nyon, probablement pour que cette dernière ville pût devenir le centre du service d'approvisionnement.

Déjà dans l'après-midi du 1^{er} juillet, un officier autrichien parut à Nyon à la tête d'une quinzaine de hussards. Il annonça l'arrivée prochaine de 10 000 hommes et signifia aux autorités qu'elles eussent à tenir prêtes pour le soir même 10 000 rations de pain, 9000 rations de vin, ainsi que la quantité de foin nécessaire aux chevaux de l'armée.

La nouvelle de l'approche des « Kaiserlicks » causa dans la population un gros émoi. Le passage des Autrichiens l'année précédente n'avait pas laissé de bons souvenirs. Les officiers avaient la main lourde. On appréhendait le retour des Croates, des Hongrois, de tous ces soldats au type inconnu, que contenait la crainte de la « schlague » mais qui, au moindre relâchement de la discipline, se montraient d'une brutalité redou-

table. On savait aussi que les Autrichiens étaient prévenus contre les Vaudois dont ils suspectaient les sympathies françaises.

A la dernière heure un incident vint encore augmenter l'inquiétude. Après plusieurs jours passés dans l'inaction à Aigle, la brigade fédérale de Graffenried avait reçu l'ordre de se transporter à Nyon. Le 29, elle prit ses cantonnements dans cette ville et aux environs. Mais voici que le jour même de l'arrivée des Autrichiens, les 1700 Bernois qui composaient ce corps plièrent subitement bagage et s'éloignèrent, à l'instant même où leur présence paraissait la plus indispensable et sans que personne comprît les raisons de leur départ hâtif.

Plus tard, à la Diète, on invoqua pour justifier cette attitude la nécessité de faire une démonstration sur St-Cergues, afin de protéger la population frontrière contre les pillards. En réalité, aucun soldat bernois ne parut à St-Cergues. La brigade de Graffenried s'établit entre Aubonne et Cossonay et ne bougea plus. Son rôle demeura inexplicable.

Ainsi, les autorités de Nyon restaient livrées à leurs seules ressources pour garantir la sécurité de leurs administrés et assurer l'approvisionnement des Autrichiens.

A huit heures et demie du soir parurent les premiers husards de Felseis qui bloquèrent immédiatement toutes les issues de la petite ville. Ils étaient suivis par 6 à 7000 hommes; le reste de la division avait passé par Bonmont et St-Cergues.

A force d'activité, le juge de paix, le syndic et la municipalité réussirent à faire face aux exigences de la situation. Bon nombre de citoyens avaient quitté la localité pour rejoindre le contingent cantonal; aussi la garde sédentaire ne fut-elle constituée qu'avec peine. Le pain fut réquisitionné chez tous les particuliers, à Nyon et aux environs. La question des moyens de transport nécessaires aux services de l'arrière souleva les plus grandes difficultés. La brigade de Graffenried avait accaparé toutes les voitures. Il fallut chercher à Eysins, Duillier, Prangins les chars et les chevaux que les courriers réclamaient à grands cris et que plusieurs paysans se refusaient à livrer, ne cédant qu'aux menaces.

Felseis passa la soirée à Nyon avec son état-major et rejoignit son corps à minuit. Quant aux troupes, elles traversèrent la ville avec ordre et continuèrent leur marche sur Trélex et St-Cergues. Les compagnies croates assuraient le service de

sûreté à gauche et à droite de la route. A Trélex, une partie du détachement fit halte et bivouaqua, tandis que le reste poursuivait sa route.

Les actes de violence qu'appréhendait la population commencèrent à ce moment. Brusquement la discipline se relâcha à la faveur de l'obscurité. A Trélex les habitants passèrent une nuit agitée. Les Autrichiens, dont beaucoup se crurent en pays ennemi à la sortie de Nyon, pénétrèrent dans les maisons, enlevèrent des vivres, du bétail et forcèrent même des garde-meubles. Au cabaret, des hommes ivres maltraitèrent l'aubergiste, lui prirent sans ménagement son lard et ses fromages et répandirent son vin sur le sol. D'autres brutalités plus graves ne furent prévenues que grâce à la fermeté des citoyens et de la garde sédentaire ¹.

C'était là le prélude des pillages en règle auxquels se livrèrent, dans plusieurs localités, les soldats de l'empereur François et dont les hameaux écartés dans la montagne eurent tout particulièrement à souffrir.

Le combat imminent survint à point pour arrêter les exploits des maraudeurs à Trélex. A l'aube blanchissante, les premiers coups de feu crépitèrent; il était 3 heures du matin; l'avant-garde autrichienne prit le contact avec les avant-postes ennemis et les repoussa sans peine du côté des Rousses.

Au petit jour, le général Folseis lança ses colonnes d'attaque à la fois sur le front et le flanc des redoutes. A 6 heures du matin la fusillade était générale,

On se battit pendant dix heures, de part et d'autre avec un égal acharnement. Les Autrichiens abordèrent plusieurs fois l'ennemi à la bayonnette et engagèrent avec lui de sanglants corps à corps. Sur l'aile droite, le lieutenant-colonel Flugeli et le major Czollich conduisirent en personne plusieurs attaques et essayèrent, mais en vain, de tourner les redoutes. Sur la gauche, Welden dirigeait l'assaut avec la même bravoure et le même insuccès; son courage lui valut une mention spéciale dans les rapports officiels.

A midi, les cartouches manquèrent du côté autrichien. Le combat se ralentit; Folseis fit avancer ses chars de munitions ainsi qu'un bataillon de réserve. De même les Français reçurent

¹ Rapport du juge de paix Seippel au lieutenant du Conseil d'Etat, à Nyon.

de Morez divers renforts qu'ils disposèrent de façon à envelopper l'aile droite de leur adversaire ; puis à 4 heures du soir ils opérèrent une furieuse sortie.

Ce mouvement leur fut fatal. Folseis réussit à porter rapidement sa cavalerie et son artillerie sur ses flancs menacés. En même temps, il poussait vivement l'attaque frontale. Rejetés dans leurs ouvrages, environnés, les Français abandonnèrent en désordre leurs positions, laissant aux mains de l'ennemi leurs chars et bon nombre de prisonniers.

A 5 heures, la redoute des Rousses était aux mains de Folseis. Dans la nuit, le général poursuivit les fuyards jusqu'à Morez, sans leur laisser le loisir d'occuper les fortifications construites autour de cette localité.

Le feu fut mis au village des Rousses, en manière de représailles ; car les Autrichiens prétendaient avoir vu combattre dans les rangs de l'ennemi des paysans que les Français, de leur côté, déclarèrent être des gardes nationaux mal équipés.

La journée avait coûté à l'assaillant 8 officiers et 303 soldats tués et blessés ; les pertes françaises furent probablement supérieures.

Pendant que Folseis exécutait contre les Rousses cette laborieuse attaque, la colonne Czarnoczy, envoyée contre la Faucille, arrivait à proximité de son objectif. Après quelques engagements de peu d'importance, le colonel, renonçant à forcer l'ennemi dans ses ouvrages, attendit que la prise des Rousses eut permis à son chef de lui faire parvenir du renfort.

Radivojewich, conformément à son plan de faire une diversion du côté de Gex, avait expédié dans cette direction le général Bogdan avec sa brigade. Après avoir traversé la ville de Gex celui-ci poussa sa démonstration jusque près de la grande redoute qui gardait le défilé de la Faucille. Sous une vive fusillade, ses soldats escaladèrent les pentes en taillis qui conduisaient au col ; le mouvement fut arrêté à 2 heures après midi.

A la nuit tombante, les Autrichiens se trouvaient aux points suivants : Radivojewich à Gex, Bogdan entre Gex et la Faucille, Gebhardt à Crassier, Czarnoczy sur la route conduisant des Rousses à la Faucille, Folseis aux Cressonnières¹.

Ce dernier prit, pendant la nuit, ses dispositions pour em-

¹ Petit hameau situé à la frontière, à 4 km. au sud des Rousses, près de la Cure.

porter la Faucille; il envoya deux détachements dans la direction de Longchaumois et St-Claude, afin d'inquiéter les Français sur leurs derrières; puis le matin du 4, à 6 heures, il fit avancer sa brigade et transmit au même instant à la colonne Gebhardt l'ordre d'attaquer. Les Français n'opposèrent aucune résistance. Ils s'étaient exagéré l'importance des subdivisions ennemies signalées à Longchaumois et se croyant tournés, abandonnant leurs redoutes sans combattre, ils battirent en retraite sur Mijoux.

A midi, Folseis opérait sur la Faucille sa jonction avec la brigade Bogdan qui, de Gex, avait gagné le col.

On peut aisément se représenter l'émotion qui s'empara de la population vaudoise lorsque, le matin du 2 juillet, elle entendit gronder le canon et vit refluer sur Nyon les convois de blessés.

Des rives du lac à la Vallée de Joux, tout le monde était sur pied, en armes, prêtant l'oreille au bruit de la fusillade qui, tour à tour, s'éloignait ou se rapprochait, regardant grandir, le soir, les incendies dont la lueur enflammait le ciel. L'inquiétude que suscitait l'incertitude du lendemain se lisait sur les visages¹; les gardes sédentaires, les patrouilles organisées dans les communes, et notamment au Lieu, à l'Abbaye, au Chenit redoublaient d'attention. Enfin, vers le soir, un messager vint apporter dans les villages la nouvelle d'une victoire des alliés et mettre fin à cette attente mortelle.

Que devenaient les troupes suisses, à l'heure précisément où leur présence eût été la plus nécessaire? Le 30 juin un bataillon suisse fit une apparition fugitive à la Vallée, puis s'éloigna dans la direction de Neuchâtel. L'armée fédérale borna là son activité, au moment le plus critique de la campagne.

Cependant, l'encombrement croissait à Nyon dans des proportions alarmantes pour la petite cité.

Ce furent d'abord vingt chars de blessés qui arrivaient de St-Cergues et des Rousses. Secondés avec un dévouement exemplaire par les dames de la ville, les deux chirurgiens de la localité, MM. Baup et Matthey avaient installé un hôpital; surchargés de travail, ils se multipliaient et demandaient du secours.

¹ Les rapports des autorités locales aux officiers du Conseil d'Etat, notamment ceux du juge du Plessis et du lieutenant du gouvernement Nicole, reflètent l'inquiétude profonde de la population pendant ces heures d'attente.

On réussit à évacuer sur Genève une partie des hommes peu grièvement atteints; mais les alliés maintinrent à Nyon un dépôt de malades jusqu'au 20 juillet. Ainsi, la convention du 20 mai fut violée dans le canton de Vaud, comme elle l'avait été en Valais. Les convois de ravitaillement n'étaient pas moins compliqués à organiser que le service de santé. Il fallait expédier les subsistances aux Rousses, où les troupes autrichiennes manquaient de vivres. Bientôt on fut débordé. Pour soulager un peu la ville, le commissaire général du canton de Vaud, Marcel, fit envoyer à Nyon un grand nombre de rations de pain.

Les autorités cantonales étaient elles-mêmes assaillies de demandes polies dans la forme, mais qui devenaient de jour en jour plus pressantes.

Les officiers autrichiens ne tardèrent pas à se plaindre des lenteurs apportées à l'expédition des vivres et qui compromettaient les opérations militaires. De nouveau, le Conseil d'Etat se vit forcé de déléguer M. de Loys auprès de Frimont pour se justifier du reproche de mauvaise volonté. Pendant tout le séjour des alliés à Genève, le commissariat vaudois eut encore à fournir journellement à cette ville 10 000 rations. Le 16 juillet, il en envoya même 20 000.

L'approvisionnement des troupes devenait très difficile. La campagne s'épuisait. Après les gens de Trélex, ceux d'Arzier, de Genollier, de Begnins, Bassins, Eysins furent frappés de réquisition forcée avec menaces de visites domiciliaires. Les actes de pillage se multipliaient d'une façon redoutable. Les soldats de Radivojewich, se croyant toujours en France, prenaient tout ce qui leur tombait sous la main. Par détachements isolés, ils pénétraient en forcenés dans les chalets de la Dôle, enfonçant les portes, brisant le mobilier. A leur approche, les bergers s'enfuyaient. Quelques-uns, restés à leur poste, furent rudement maltraités. Les colonnes autrichiennes laissaient dans leur sillage des traîneurs et des maraudeurs qui, par des menaces, cherchaient à extorquer de l'argent aux paysans effrayés.

Enfin, aux environs du 12 juillet, les Vaudois virent avec un inexprimable soulagement s'éloigner les derniers « Kaiserlicks ». Il était temps.

C'est à ce moment que reparurent les troupes fédérales. Elles étaient destinées à remplacer les bataillons autrichiens dans une

partie du pays de Gex¹. Dirigées par le colonel de Sonnenberg, nommé commandant militaire du pays de Gex, elles opérèrent ce mouvement avec ordre et sans provoquer de la part des habitants la moindre manifestation. Le séjour des Suisses dans cette contrée dura jusqu'à la fin d'août².

Pendant ce temps Frimont poursuivait sa marche, conformément au programme qu'il s'était imposé. Ces opérations n'intéressent plus directement la Suisse et nous nous bornerons à les retracer dans leurs grandes lignes. Au moment de pénétrer sur territoire ennemi, le maréchal adressa au peuple une proclamation où il annonçait son intention de combattre Bonaparte seul, et où il affirmait son désir de respecter les droits et les propriétés des Français. Cet appel n'eut aucun succès ; bien au contraire, les populations de l'Ain et de la Bresse se préparèrent à une vigoureuse défense.

Ayant rallié à Gex et à Mijoux ses différentes subdivisions détachées, Radivojewich dirigea le gros de ses troupes sur Saint-Claude ; en même temps il envoyait sur son flanc droit quelques colonnes dont l'une occupa Morez sans résistance et continua sa route sur le versant occidental du Jura, vers Champagnole et Dôle.

Une autre colonne, placée sous les ordres du colonel Kinsky, et forte d'un bataillon, de trois compagnies de chasseurs et d'un détachement de hussards reçut pour mission de tourner l'Ecluse, que Frimont faisait attaquer de front par le corps de réserve de Merville.

Le fort de l'Ecluse avait été récemment remis en état de défense et approvisionné pour trois mois. Il avait été renforcé de trois redoutes nouvelles qui le dominaient, la première située dans les rochers directement au-dessus du fort, la seconde au-dessus de Collonges, au Grand-Mauregard, la troisième sur le Mont-Vuache. Ces ouvrages étaient gardés par quelques bataillons de la division Marassin, qui avait évacué le pays de Gex. Des corps francs appuyaient dans cette région l'action des

¹ Le général Bachmann avait demandé aux alliés l'autorisation d'occuper toute cette région jusqu'au Rhône et au fort de l'Ecluse, ce qui ne lui fut pas accordé.

² C'est à tort qu'on a attribué aux troupes suisses de prétendus actes de violence commis dans le pays de Gex et dont on ne trouve aucune trace dans les archives. Ces allégations sont nées de l'irritation provoquée par l'attitude de la Confédération dans le conflit européen.

troupes régulières. Un soldat d'Espagne, le commandant Villetard, commandait le fort proprement dit occupé par deux compagnies et quelques retraités.

La Faucille une fois dégagée, Merville se porta le 3 juillet sur St-Julien, puis sur Bellegarde. Les divisions Dessaix et Marassin, cédant à la pression du nombre, se replièrent sur Chatillon et sur Nantua. Dessaix abandonnait ainsi la redoute construite sur la rive gauche du Rhône, au Mont-Vuache. Les Autrichiens s'emparèrent aussitôt de cette position, qui leur permit de procéder en toute facilité, dès le 6 juillet, au bombardement de l'Ecluse.

Au même moment, les Autrichiens emportaient les redoutes de la rive droite après un vif combat. Villetard, entièrement coupé de ses communications avec l'arrière, refusa de se rendre, malgré les instances de son entourage. Le lendemain, 7 juillet, à 7 heures du matin, après une canonnade intense, les bâtiments commencèrent à brûler; puis le corps principal s'écroula, ensevelissant 32 hommes. A 3 heures le fort n'était plus qu'une ruine et le drapeau blanc fut hissé. Mais le commandant, accompagné de quelques officiers et soldats, s'échappa par une échelle de cordes fixée dans les rochers; il rejoignit les avant-postes français à Champagnole, après avoir erré deux jours et deux nuits dans la campagne.

Dessaix, tourné à Bellegarde, s'était retiré à Chatillon où il essaya de retenir les Autrichiens; mais Merville le força dans ces nouvelles positions et le repoussa au delà de Nantua pendant que Radivojewich chassait devant lui la division Marassin.

Le 9 juillet, le corps de réserve traversa Nantua et Radivojewich atteignit Bourg en Bresse. Pendant que le premier corps et la réserve s'avançaient rapidement sur Lyon, Bubna parti le 14 juin de Novarre avec le 2^e corps, s'efforçait de corriger les effets de ses lenteurs et de ses retards.

Il était soutenu par les Sardes commandés par les généraux Latour et Andezeno. Ayant groupé ses troupes en trois colonnes, il gagna la frontière française par la Maurienne et la vallée de Moutiers et traversa Chambéry sans rencontrer de résistance sérieuse. Le détachement conduit par le général de Trenk, qui avait passé par Aoste et Bourg Saint-Maurice, fut seul à combattre et livra quelques vifs combats à Ugine, Conflans et l'Hôpital.

Le 3 juillet, les troupes de Suchet occupaient au sud du Rhône une ligne de solides positions qui s'étendaient du fort de l'Ecluse à Grenoble par le mont du Chat et le col de l'Épine. La prise des Rousses et de la Faucille, la capitulation de l'Ecluse vinrent compromettre toute chance de résistance sur ce point. Suchet, poursuivi par Bubna, se replia sur Lyon et, avec 30 000 hommes, se mit en mesure de défendre cette ville entourée d'une ceinture de camps retranchés.

De son côté, Frimont prit toutes ses dispositions pour entourer la place et l'attaquer sur plusieurs points à la fois. Mais la perte du pont de Mâcon par les Français et l'entrée des Anglo-Prussiens à Paris, engagèrent Suchet à capituler. Le 14 juillet, il retira ses troupes derrière la Loire par convention conclue avec les alliés.

A ce moment, les 32 000 hommes du général Bianchi, qui composaient l'aile gauche extrême de l'armée de Frimont, avaient déjà pénétré en Provence, et précédés par les Sardes, occupaient ce pays, d'Avignon et de Nîmes à Toulon.

Ainsi, l'armée de la Haute-Italie avait exécuté sa tâche de point en point. En moins de 30 jours elle s'était transportée de la Lombardie à Lyon par une contrée montagneuse, combattant un adversaire mal organisé, il est vrai, mais brave. Ces opérations, dirigées avec habileté et décision, faisaient honneur à l'officier qui les avait conduites.

Pendant que Suchet luttait dans les Alpes contre les troupes de Frimont, Lecourbe, dans la Haute-Alsace et à Belfort, tenait tête à l'armée du Rhin.

Schwarzenberg avait décidé de faire passer le Rhin à ses différents corps dans la nuit du 25 au 26 juin. Son aile droite (3^e et 4^e corps) devait franchir le fleuve entre Germersheim et Mannheim. Son aile gauche, entre Rheinfelden et Bâle.

Le maréchal songea tout d'abord à établir des pontons en aval de cette dernière ville, hors de la frontière suisse ; par suite de pluies incessantes, il dut renoncer à un projet devenu impraticable et utiliser, comme Frimont, le territoire helvétique.

Le 1^{er} corps sous Colloredo, le 2^e corps et la réserve sous l'archiduc Ferdinand formaient l'aile gauche de Schwarzenberg. Rassemblées au débouché de la Forêt-Noire, entre Lörrach et Warmbach, ces différentes troupes avaient reçu l'ordre de passer le Rhin à Bâle et à Rheinfelden. Pour activer ce mouvement,

qui s'opéra dans le plus grand ordre, à la date et à l'heure fixées, on construisit de nouveaux ponts à Grenzach.

Le défilé silencieux des bataillons à travers Bâle dura toute la nuit du 25 au 26 juin ; le 26 au matin, la plus grande partie des trois corps autrichiens avait dépassé la ville.

Colloredo marcha sur Belfort et Montbéliard et se heurta à Lecourbe, qui lui disputa le terrain pied à pied. Les opérations du 1^{er} corps se terminèrent par l'investissement complet de Belfort. Quant aux troupes du 2^e corps et de la réserve, elles occupèrent Colmar et se dirigèrent sur Strasbourg et Lunéville, où elles furent arrêtées par la fin des hostilités. Mais avant de commencer sa marche en Alsace, l'archiduc Ferdinand d'Este avait détaché de son armée des subdivisions importantes qu'il posta devant Huningue. Pour la troisième fois en l'espace de vingt ans, la vieille forteresse française fut bloquée et bombardée ; et bientôt on vit paraître dans les tranchées des soldats suisses qui travaillaient de concert avec les Autrichiens. Pourquoi cette intervention tardive et imprévue des troupes fédérales ? C'est ce qu'il nous reste à examiner avant de clore cette étude.

V

La campagne en Franche-Comté et le siège d'Huningue sont les fruits de l'inaction, de l'énerverment et du dépit et découlent directement de la situation fautive et humiliante imposée à la Suisse par la pression des Alliés et l'attitude équivoque de la Diète. Si on remonte aux causes immédiates de ces événements, on retrouvera bien vite le personnage dont l'influence a été déterminante dans la crise de 1815 et qui, dans l'ombre, poursuit jusqu'à la dernière minute son œuvre néfaste.

Il est facile de noter les étapes de la politique de Steigentesch. Après avoir compromis sans retour la Confédération dans le conflit européen, après avoir habilement préparé le passage des Autrichiens, mené à bien la convention du 20 mai, acte d'hostilité indirecte contre Napoléon, l'émissaire de Metternich s'efforçait maintenant de provoquer une action directe des cantons contre la France.

Depuis longtemps, il entretenait des intelligences avec l'état-major fédéral. A mots couverts, puis d'une manière moins déguisée, il avait parlé de la nécessité de faire avancer des troupes,

d'occuper Besançon. Très habilement, il créait parmi les jeunes officiers un mouvement d'exaltation belliqueuse qui s'était communiqué à une partie des soldats. Il faisait valoir les avantages matériels qu'on réaliserait en vivant sur pays ennemi. Quelques-uns d'entre les lieutenants de Bachmann tenaient contre les Français des propos extrêmement violents et pressaient leur chef de passer la frontière.

Bachmann prêtait forcément à ces suggestions une oreille complaisante. Ses sympathies, ses haines n'étaient-elles pas celles de Steigentesch? A ces sentiments naturels venait s'ajouter contre la Diète l'effet d'une vive irritation qui le portait à suivre les avis de son conseiller autrichien.

Soyons équitables envers le général et reconnaissons les torts de la Haute Assemblée à son égard. La Diète avait imposé à Bachmann les plus lourdes responsabilités sans lui préciser l'étendue de ses droits. Elle lui témoignait une méfiance et une discourtoisie réellement blessantes pour le vieux soldat. C'est en vain que le commandant en chef écrivait à Zurich le 4 juin, c'est-à-dire deux mois après sa nomination, pour demander qu'on lui donnât des instructions claires et qu'on lui fixât la limite de ses compétences vis-à-vis des autorités cantonales et fédérales. Bachmann n'obtenait pas de réponse. Les volontés contradictoires des cantons, l'indécision de l'assemblée le plaçaient constamment dans des situations embarrassantes et insolubles. « Nous sommes en guerre avec la Diète qui se f... de nous », disait le colonel Fischer, adjudant du général.

Mal soutenu à Zurich, Bachmann se sentait aussi dans son propre entourage en butte à la sourde hostilité de quelques officiers supérieurs; le colonel Finsler notamment, partisan d'une stricte neutralité, critiquait ouvertement les décisions de son chef.

Dans ces conditions, Steigentesch eut beau jeu pour gagner la confiance du général et orienter celui-ci dans la direction qu'indiquaient les intérêts de la coalition. En fait, dès que la convention du 20 mai eut été conclue, Bachmann, laissé sans instructions plus précises, se considéra comme en état de guerre avec la France; il n'hésita pas à correspondre avec les chefs autrichiens et à les renseigner sur les positions occupées par les troupes de Suchet et Lecourbe. Il estima qu'il faisait partie de la ligne de bataille des alliés et qu'il était tenu d'avancer en même temps que les coalisés.

Ainsi, l'invasion de la Franche-Comté, préparée de longue main, était chose décidée longtemps avant le second bombardement de Bâle.

Les prétextes ne manquèrent pas pour expliquer ce mouvement offensif. Déjà les agressions répétées des corps francs entretenaient sur la frontière un état d'hostilité permanente; Suisses et Français se reprochaient mutuellement et avec une égale vivacité des incursions accompagnées de vols. Des bandes armées avaient pénétré dans le Jura bernois, et s'étaient montrées à Bure, Boncourt, Chenevez, dont elles avaient insulté les habitants. Le 20 juin, une troupe de cavaliers exécutaient contre Bavelier une attaque en règle. Le 28 juin, les villages de Damvant et de Reclère furent dûment pillés, et les soldats suisses passèrent la frontière à la poursuite des maraudeurs.

Enfin, le même jour, à 7 heures du soir, une cinquantaine de bombes lancées sans avertissement préalable depuis la forteresse de Huningue sur Bâle, causèrent aux bourgeois de cette ville une désagréable surprise. Les motifs de cette agression imprévue n'ont pas été clairement démêlés. Au moment même, cet acte parut d'autant plus inconcevable que des plénipotentiaires français avaient adressé, peu auparavant, au colonel d'Affry une demande de suspension d'armes, aussitôt transmise à la Diète. Le général Barbanègre, commandant de la place d'Huningue, alléguait pour sa justification les prétendus incendies allumés sur territoire franc-comtois par les paysans suisses, qui sont représentés dans un document français contemporain et fortement tendancieux comme des « loups affamés à la suite des armées alliées. »

Il paraît plus naturel d'expliquer le bombardement par l'anarchie dans laquelle se trouva la France après l'abdication de l'Empereur. Les généraux, les commandants de place, restés sans ordres, sans directions, agissaient à leur guise. D'autre part, l'arrivée de l'armée de Colloredo, débouchant dans la Haute-Alsace par les ponts de Bâle, avait sans aucun doute excité à Huningue et dans tous les départements frontière une irritation violente. C'est probablement pour répondre à cette nouvelle violation du sol helvétique, consentie par les Suisses, que la forteresse d'Huningue ouvrit le feu sur sa voisine.

Quoi qu'il en soit, Bachmann pouvait désormais procéder sans ménagements.

Aussitôt il informa la Diète qu'il ne lui serait plus possible de garantir la frontière sans occuper certains points du territoire français. Puis, ayant déjà fait reconnaître les routes du Jura et sans attendre la réponse de l'assemblée, il décida de faire marcher sans retard ses troupes sur Besançon.

Le 29 juin, il adressait à l'armée un ordre du jour, dans lequel fulminant contre Bonaparte, il annonçait aux soldats leur prochaine collaboration à la « cause sacrée de la coalition ». Le 2 juillet, jour de l'attaque des Rousses par les Autrichiens, l'avant-garde fédérale (2 bataillons et 1 batterie) sous les ordres du colonel Gatschet pénétrait en France-Comté par Chevenay. Elle repoussait les corps francs à Damvant et à Villars ; dans la nuit, elle arrivait devant le château de Blamont, occupé par 11 officiers et 75 soldats français sous les ordres du chef de bataillon Hautemps.

Attaquée par 3 compagnies zurichoises soutenues par l'artillerie, la petite garnison se rendit aux premiers coups de canon. Gatschet la laissa sortir avec les honneurs de la guerre et l'autorisa à rentrer en France par Neuchâtel et Pontarlier. 4 bouches à feu furent remises aux Suisses ainsi que les munitions qui se trouvaient dans le château.

A peine Bachmann avait-il fait ce premier pas, que déjà, en Suisse, l'opinion publique s'émut. La Diète intervint, poursuivant sa politique habituelle d'hésitations et d'atermoiements. En réponse au premier rapport du commandant en chef, elle avait fait parvenir à celui-ci un message confus, qu'on pouvait librement interpréter dans le sens de l'action ou de la défensive et dont le général ne tint aucun compte.

Les premières hostilités accomplies, ce furent les mêmes contradictions. D'une part, l'assemblée condamnait le violent manifeste de Bachmann et blâmait sa précipitation tout en l'engageant à consulter à l'avenir ses officiers avant de prendre une décision. D'autre part, elle approuvait la prise de Blamont. Puis elle délégua à l'armée deux commissaires pour examiner si le général avait outrepassé ses droits.

Cette dernière formalité, destinée à sauver le prestige de la Diète, ne trompa personne. Tout le monde comprenait en Suisse que le général agissait à sa guise et que la Diète n'avait même pas le courage de blâmer cette initiative dangereuse qu'elle avait indirectement provoquée par sa faiblesse.

Cette attitude incohérente laissait au pays une impression de malaise dont nous trouvons l'expression dans un curieux document daté du 5 juillet et adressé confidentiellement par le gouvernement vaudois à ses officiers. Le canton de Vaud, disait en substance cette circulaire, est lié à la politique suisse. Il reste attaché au système adopté dans la crise actuelle, tout en désapprouvant cette politique; en conséquence il engage ses officiers à obéir à leurs supérieurs, mais aussi à les rappeler au devoir si les instructions de la Diète étaient violées. Cette pièce, restée confidentielle, caractérise bien la méfiance qu'inspirait le commandant de l'armée à certains gouvernements cantonaux.

Au moment de faire avancer le gros de ses troupes, Bachmann jugea convenable d'atténuer un peu l'effet produit par sa première proclamation. Dans un second ordre du jour (du 5 juillet) et rédigé en termes plus mesurés, il se bornait à exhorter ses soldats à la discipline et à la modération vis-à-vis des populations franc-comtoises. Il affirmait qu'une seule raison, les pillages des corps-francs, avait déterminé les Suisses à prendre l'offensive. De fait, ce motif parut à ce moment d'autant plus légitime que la ville de Jougne, menacée par quelques pillards, avait demandé au général de Castella la protection des bataillons suisses.

Dans la nuit du 4 au 5 juillet, l'armée d'invasion, forte de 25 000 hommes, commença ses opérations. L'insigne commun du brassard fédéral servait de signe de ralliement aux contingents cantonaux d'apparence si diverse. La division de Gady cantonnée à Yverdon et composée des 4 brigades Girard, Glutz, Hogguer et Graffenried, reçut l'ordre de départ qui lui fut transmis par le général de Castella.

La brigade Girard partit la première de Valleyres-sous-Rances et marcha sur Ballaigues et Pontarlier. Le 5 juillet, à 11 heures du matin, son avant-garde formée de 2 bataillons, 2 compagnies de chasseurs et de quelques pièces d'artillerie, entra en Franche-Comté. A Jougne, le gros de la brigade s'arrêta tandis que l'avant-garde poussait jusqu'à Pontarlier et prenait position sur les bords du Doubs. Girard fit surveiller le fort de Joux dont on attendait quelque manifestation hostile au passage des troupes fédérales et qui resta muet. Les troupes suisses prirent dans les meilleures conditions leur premier contact avec les populations françaises.

Que devinrent les trois autres brigades de la division Gady? Glutz joignit ses bataillons à ceux de Girard pour occuper Pontarlier; Hogguer se tint aux Hôpitaux-Vieux; de Graffenried, qui était resté dans le canton de Vaud, suivit ses camarades peu de jours après. La garde du secteur Pontarlier-Morteau fut confiée aux quatre bataillons qui avaient au mois de mars quitté le service de France et dont on avait fait une brigade placée sous les ordres du colonel Abyberg.

Plus au nord, se trouvait la division d'Affry, composée des brigades Lichtenhahn et Schmiel auxquelles on adjoignit pour la campagne les deux brigades Guiguer de Prangins et Effinger.

Ces deux dernières, cantonnées non loin d'Aarberg, se dirigèrent sur Neuchâtel, Morteau puis sur la vallée de la Chaux-du-Milieu.

Schmiel, renforcé de plusieurs unités de la brigade Lichtenhahn, gagna la France par Delémont.

Lichtenhahn reçut pour mission de tenir Bâle.

Le reste des troupes fédérales fut réuni autour d'Aarberg; et sous les ordres de Finsler forma la réserve, forte de 11 bataillons, 8 divisions d'artillerie et quelques compagnies de carabiniers.

Une convention d'armistice¹ fixa l'étendue de la zone d'occupation limitée par la ligne Quingey-Salins-Arbois et régla le détail du stationnement et du cantonnement. Ces opérations s'effectuèrent sans difficultés.

Les populations se montraient bien disposées. Depuis longtemps, les bataillons de ligne français avaient abandonné le pays; les gardes nationaux et les douaniers se retiraient à l'approche des Suisses; quant aux francs-tireurs ils faisaient de rapides apparitions mais se dispersaient aussitôt.

Malgré ces débuts heureux, Bachmann ne tarda pas à se trouver aux prises avec de graves complications qui provenaient non pas des Français, comme on aurait pu s'y attendre, mais bien plutôt de ses propres soldats et de la Diète.

Dans son ensemble, la troupe ne manquait pas de bonne volonté. Mais il n'en fallait pas beaucoup pour ébranler la discipline fragile de cette armée disparate et dès le début de la campagne, il se produisit de véritables révoltes. Les mésintelligences

¹ Cette convention fut conclue à Salins entre Bachmann et un officier représentant le général Laplane, commandant de la 4^{me} division de réserve du corps du Jura.

des chefs avaient-elles influé sur le moral des subordonnés ? Était-ce lassitude générale du service ou la mauvaise humeur provoquée par une expédition sans gloire et dont le plus grand nombre ne saisissait pas l'opportunité ?

Quoi qu'il en soit, la brigade Schmiel, marchant dans l'Erguel et arrivée à la frontière, entre Renan et les Bois, refusa de pénétrer en France, à l'exception toutefois d'un bataillon zurichois et d'une compagnie de chasseurs vaudois. Les soldats décidèrent de regagner leurs foyers, et se mirent délibérément en route sur Reuchenette et Bienne. Le colonel Finsler accourut en hâte avec quelques troupes de la réserve. La vue des canons chargés à mitraille qui barraient le passage, quelques paroles énergiques et l'arrestation des meneurs, ramenèrent les insurgés au calme. Il fallut dissoudre la brigade coupable et en répartir les différentes unités dans les autres corps.

Symptôme plus grave encore, une nouvelle rébellion éclata sur territoire français. En pleine forêt, le bataillon Göldlin, de Lucerne, s'ameuta, puis tira sur ses officiers et ne fut apaisé qu'à grand'peine.

Bientôt le mécontentement gagna les bons éléments de l'armée. La pluie tombait sans discontinuer. Les campagnes franc-comtoises, épuisées par la guerre, ne fournissaient plus à la troupe qu'une maigre pitance. Il fallait envoyer les hommes chercher des vivres à trois et quatre heures à la ronde. « Et quels vivres ! écrivait le colonel de Graffenried, du pain qu'en Suisse on ne donnerait pas aux chiens ; et point de légumes, point de vin. » La faim, mauvaise conseillère, travaillait le soldat et ruinait toute discipline.

Aucun fait d'armes, aucune action stimulante ne venait relever le moral des troupes, compenser l'ennui des rondes et des patrouilles ? Dans cette inaction mortelle le découragement devait fatalement s'emparer du soldat et amener à brève échéance la complète démoralisation de l'armée fédérale.

Aussi, lorsque le ministre de France à Berne vint demander à la Diète de mettre fin à l'occupation, l'assemblée saisit-elle avec empressement cette occasion de trancher une situation fautive et ridicule. En effet, les seuls motifs avancés pour justifier cette onéreuse expédition avaient cessé d'exister. Depuis longtemps les corps francs avaient quitté le pays ; et la Terreur Blanche, déchaînée en France et surtout dans les provinces du

Midi et de l'Ouest par la réaction royaliste, ne se répercutait guère en Franche-Comté.

Les 11 et 17 juillet, Colloredo et Frimont avaient signé un armistice avec Lecourbe et Suchet. Fallait-il que les troupes suisses restassent seules en campagne ?

En Suisse, l'opposition contre Bachmann allait s'accroître. La mission de deux commissaires fédéraux, Ruttimann et Zellweger, délégués pour discuter avec le général les conditions de l'évacuation, blessa profondément le commandant en chef. L'émeute de la brigade Schmiel jointe à d'autres graves symptômes avaient passablement tempéré son ardeur offensive. Il jugea préférable de prévenir les ordres de l'assemblée et de demander lui-même la fin de l'occupation.

Les 18, 19 et 20 juillet, les commissaires se rencontrèrent à Neuchâtel avec Bachmann. Ils ratifièrent la convention de Salins relative au stationnement des troupes, puis proposèrent de retirer immédiatement les bataillons suisses de Franche-Comté. Comme ils exprimaient ouvertement le blâme de l'assemblée à l'égard du général, celui-ci donna libre cours à son irritation. Après une vive discussion, il démissionna bruyamment, accompagné par le général de Castella ; puis il rentra à Paris au mois de septembre et reprit, à la tête des régiments au service de France, ses fonctions interrompues par les Cent-Jours et son commandement en Suisse. Son rival, le colonel Finsler, nommé chef de l'armée, reçut pour tâche de faire évacuer la Franche-Comté ; sous sa direction expérimentée, les bataillons repassèrent le Jura en bon ordre. Déjà les opérations du licenciement avaient commencé. Le pays tout entier en voyait avec soulagement approcher le dénouement, lorsque de nouveaux incidents, devant Huningue, vinrent encore retarder la fin de la campagne.

Lancés à la poursuite des armées impériales qui se retiraient derrière la Loire, les alliés avaient délibérément laissé de côté une vingtaine de forteresses françaises dont ils renvoyaient l'occupation à une heure plus favorable.

Ces places fortes, abandonnées à elles-mêmes, étaient devenues les asiles naturels des corps francs ; quelques-unes se distinguèrent par une vigoureuse résistance. Ce fut le cas d'Huningue.

Cette forteresse créée en 1682, voisine immédiate de la Suisse, fut pendant près d'un siècle une menace perpétuelle pour Bâle

qu'elle tenait sous le feu de ses canons. Ses bastions établis jadis sur les plans de Vauban formaient un large pentagone renforcé par quelques ouvrages avancés. Rasée, puis reconstruite en 1743, Huningue fut assiégée une première fois pendant les guerres de la République en 1796, et défendue par le général Abbatucci. En 1814, elle fut investie par les Austro-Bavarois et étroitement bloquée du 21 décembre 1813 au 15 avril 1814. Abandonnée sous l'Empire, elle ne semblait pas en état de soutenir l'épreuve d'un siège prolongé. Néanmoins elle résista quatre mois et capitula après une belle défense dont le souvenir a pâli devant l'éclat un peu artificiel qu'on a donné au siège de 1815.

Aux Cent-Jours, Napoléon confia le commandement d'Huningue au général Barbanègre, soldat courageux, mais borné. Au commencement de l'année, la forteresse s'augmenta de la nouvelle redoute Abbatucci, qui menaçait directement les faubourgs St-Jean et St-Pierre à Bâle, ainsi que le Petit-Huningue, et d'où les Français bombardèrent la ville voisine le 26 juin, après le passage des corps de Colloredo et de l'archiduc Ferdinand. Le jour même de cette agression des troupes autrichiennes prenaient position devant la place.

Le 28 juin, l'investissement complet commença. 12 000 hommes y prirent part, sous les ordres de l'archiduc Jean. A ce moment Barbanègre disposait de 1500 gardes nationaux, 80 artilleurs et 150 soldats du train.

Dès le début des opérations l'archiduc Jean fit des démarches auprès de la Confédération pour obtenir que les troupes fédérales prissent part aux sièges de Belfort, Besançon et Huningue; après avoir longuement hésité, la Diète refusa de se prêter à cette combinaison. Par contre elle ne crut pas devoir s'opposer à une autre demande de l'archiduc, relatives à un renfort en grosse artillerie dont la nécessité se faisait vivement sentir devant Huningue; 7 bouches à feu (avec 530 projectiles) sorties le 11 juillet de l'arsenal de Zurich vinrent renforcer devant la place le feu des canons autrichiens.

Les événements imposèrent bientôt à la Diète le parti qu'elle s'était d'abord refusée à prendre. Déjà, le blocus durait depuis trois semaines. Le 22 juillet, les alliés et le commandant de l'armée française du Rhin concluaient une convention d'armistice dans laquelle la place d'Huningue était comprise, mais le terrible Barbanègre s'obstina dans une résistance inutile; le 26, il ouvrait

de nouveau le feu sur Bâle. Dans l'espace d'une heure et demie, 40 à 50 projectiles firent explosion sur la ville, sans tuer personne, mais en causant aux maisons de sérieux dommages.

Le 30, Barbanègre vint encore sommer les autorités bâloises de lui faire remettre 300 000 francs, s'engageant à ce prix à cesser le bombardement. C'en était trop, et lorsque l'archiduc eut une fois encore exprimé à la Confédération son désir de voir la garnison de Bâle participer aux opérations du siège, l'assemblée entra sans plus tarder dans les vues du commandement autrichien.

Aussitôt après, un détachement suisse contribua à la construction de trois nouvelles batteries destinées à battre la redoute Abbatucci.

Les deux compagnies de carabiniers Hasler et Pfenninger, revenues tout récemment de Franche-Comté, parurent ensuite devant Huningue. Elles furent placées dans les tranchées avancées d'où leur feu bien dirigé mit un terme aux sorties continues auxquelles se livraient les Français, par petits détachements.

Quant au gros des troupes fédérales commandé par le colonel Ch. d'Affry, il était formé de 10 bataillons d'infanterie (5 de la brigade Lichtenbahn et 5 de la brigade de Courten), 2 divisions d'artillerie, 1 compagnie de chasseurs; l'effectif total de ce corps s'élevait à 4660 hommes¹.

Dans la nuit du 17 au 18 août et par un temps très clair eut lieu l'ouverture des tranchées à laquelle furent employés 1550 soldats suisses. A 11 heures seulement les Français donnèrent l'alarme dans la forteresse et ouvrirent sur les assiégeants une vive fusillade qui blessa entre autres deux Lucernois du bataillon Landolt. Les bataillons fédéraux soutinrent très honorablement cette première épreuve. Dès lors, par subdivisions de force variable qui se relevaient à la nuit tombante et au petit jour, les Suisses travaillèrent régulièrement aux tranchées ou à la construction des batteries.

Le 22 août, les opérations du siège étant assez avancées, l'archiduc Jean donna les ordres pour un bombardement général. Promptement, les Français furent obligés d'abandonner la redoute Abbatucci. Barbanègre voulut compenser cet échec en envoyant

¹ Comprises dans ce chiffre les deux compagnies de carabiniers Hasler et Pfenninger.

de nouveau sur le quartier de St-Jean quelques projectiles qui tuèrent un enfant.

Mais la force de résistance s'épuisait dans la place. Le 24 au matin, le drapeau blanc fut hissé et le 27 Barbanègre sortait de Huningue avec les honneurs de la guerre.

Le 31 août, les troupes suisses regagnaient leurs foyers. En dix jours de siège, elles avaient perdu deux hommes tués et une douzaine de blessés; leur bonne tenue sous les balles s'était maintenue jusqu'à la fin du siège; en tête de leurs soldats, les officiers avaient donné l'exemple du courage et du sang-froid.

La capitulation signée, les Bâlois demandèrent avec instance qu'on les débarrassât une fois pour toutes de leur menaçante voisine. La collaboration des bataillons fédéraux aux opérations des Autrichiens accrut la valeur de ces justes réclamations et les traités consommèrent la ruine de la vieille forteresse de Huningue.

Pendant que le siège s'achevait, la démobilisation suivit son cours en Suisse.

A la fin de juillet, 15 000 hommes se trouvaient répartis en Haute-Bourgogne, dans le Porrentruy, à Bâle et aux environs, à Genève, dans le Pays de Gex, à l'Ecluse, aux Rousses.

Au début de septembre, il n'y avait plus à la frontière que 12 bataillons à effectifs réduits; à la fin de ce même mois, il ne restait plus à licencier que 2 bataillons, sans parler des 4 bataillons au service de France qui se disposaient à regagner Paris. De son côté, le colonel de Sonnenberg quittait Genève après une revue générale des milices cantonales, passée à Plainpalais.

Deux manifestations, d'un caractère bien différent marquèrent les opérations du licenciement. La première s'accomplit le 24 juillet, au camp de Valleyres, où fut solennellement désarmé le bataillon Göldlin, en punition de sa rébellion durant la campagne de Franche-Comté.

Une seconde cérémonie eut lieu le 12 octobre à Yverdon. Elle groupa les quatre bataillons au service de la France, auxquels la Diète fit remettre en grande pompe la médaille dite « de fidélité helvétique », en souvenir de leur attitude au début des Cent-Jours.

L'Assemblée fédérale espérait par là corriger un peu l'impression déplorable produite par les récents événements.

L'Autriche, consciente du rôle humiliant qu'elle avait fait

jouer à l'armée fédérale, cherchait de son côté à dorer la pilule. A la fin de juillet, Steigentesch avait quitté la Suisse, sa mission terminée. Avant de partir, il fit demander à son souverain des décorations pour plusieurs officiers et magistrats suisses. Seul, le colonel Finsler eut la dignité de refuser.

Le souvenir de l'expédition de Franche-Comté n'en demeura pas moins mauvais.

Cette campagne malencontreuse avait excité en France un ressentiment dont les traces furent difficiles à effacer. Elle laissait au cœur des Suisses des sentiments à peine moins amers.

Au moment même, elle fut sévèrement appréciée par l'opinion publique. Malgré les arguments mis en avant pour la justifier, elle conserve l'apparence du coup de pied donné au lion expirant et n'a pas rencontré dans la suite un jugement plus favorable.

Restait la question des indemnités qui fut réglée par la convention de Paris du 30 novembre 1815. La France paya 70 millions aux Alliés ; la Suisse en reçut 3 pour sa part ; c'était à peine de quoi subvenir à la moitié des frais causés par le passage des Autrichiens. Triste bilan financier en face d'un déplorable bilan moral.

Le 7 août, dans la cathédrale de Zurich, les députés des vingt-deux Etats prêtèrent serment au nouveau Pacte fédéral.

Cet acte solennel mettait fin à la crise redoutable dans laquelle on avait pu croire que la Suisse sombrerait. Chose curieuse, le pays ne comprit pas immédiatement la portée des leçons humiliantes reçues en 1814 et 1815.

De nouvelles expériences lui furent indispensables pour saisir l'importance d'un sentiment national plus vivace et surtout celle de fortes institutions militaires. Les levées de 1838 et de 1856, la mobilisation de 1870 marquèrent successivement les étapes franchies par notre armée au cours du XIX^{me} siècle. Aujourd'hui, la Confédération paraît bien prémunie contre le retour d'événements semblables à ceux de 1815.

Le jugement de l'histoire n'a pas été bienveillant pour ceux qui portèrent la responsabilité de ces faits. Et pourtant, il convient de mettre ces hommes au bénéfice des circonstances atténuantes.

Leur situation fut bien difficile. Ils portaient le poids de di-

visions et de rivalités, legs de l'ancien régime à la Suisse nouvelle. Ils se ressentaient de l'asservissement moral et de la faiblesse matérielle que leur avaient imposé dix ans de protectorat français. Ils étaient mal préparés, à tous égards, pour parer aux hasards de ces heures critiques et pour résister à la pression de l'Europe tout entière.

A l'heure actuelle, leur conduite est encore appréciée de façon diverse.

Devait-on, disent les uns, sacrifier l'existence du pays à un principe, qui depuis dix ans, n'avait plus aucune valeur réelle ? Après la violation de son territoire en 1809, la Confédération était-elle encore tenue de ménager l'empereur ? et Napoléon lui-même, en quittant l'île d'Elbe au mépris des conventions, ne s'était-il pas mis hors des traités ? A quoi servait de renouveler en 1815 l'aveu d'une impuissance qu'avait déjà rendue évidente la capitulation de 1814 ? Il importait surtout d'assurer la paix pour voir ensuite à établir la neutralité sur des bases normales et durables.

La Diète a tout perdu par un instant de faiblesse, répondent les autres. La Suisse avait dans son jeu des atouts puissants qu'elle n'a pas utilisés. Forte de l'appui du tsar, elle pouvait prononcer une parole énergique qui n'aurait pas manqué de produire son effet sur les puissances déjà ébranlées par l'attitude d'Alexandre. D'ailleurs il est fort peu probable que Napoléon eût violé la neutralité helvétique, qu'il était en 1815 de son intérêt bien entendu de respecter. Puis, les troupes suisses, si mal organisées qu'elles fussent, étaient encore supérieures aux soldats de Suchet et de Lecourbe auxquels elles auraient pu tenir tête. Avant tout, il fallait éviter de faire un accroc au principe qui constituait la garantie essentielle du pays, et de créer ce précédent si dangereux pour l'avenir de la Confédération.

Dans quelque sens que l'on tranche ce débat, un fait dans l'histoire de 1815 s'impose à l'attention, c'est l'absence de décision et d'unité dans l'action qui caractérisèrent les hommes du gouvernement. Si la « longue Diète » a encouru le blâme de la postérité, c'est moins pour avoir adhéré au système des Alliés, que pour avoir si longtemps tardé à prendre un parti. Jusqu'à la dernière minute, elle a louché, elle a rusé avec l'opinion publique qu'elle sentait mécontente, mais qu'elle

pouvait conquérir par une attitude franche. Dans la politique comme sur le champ de bataille, le mot de Napoléon reste vrai : « La plus haute sagesse, c'est une ferme résolution . » C'est en bonne partie pour avoir méconnu cette vérité que les hommes de 1815 laissèrent infliger à leur pays la plus cruelle des humiliations.

Aujourd'hui, la Suisse n'a plus à redouter les conséquences de pareilles incertitudes. Sa voie est clairement tracée. Cent ans d'histoire ont fondé solidement le principe de la neutralité helvétique et en ont précisé la signification. La Confédération, Etat souverain, a, de sa pure et libre volonté, accepté de rester neutre dans les conflits qui pourraient diviser l'Europe. Indépendante de toute influence étrangère, appuyée sur son armée réorganisée, elle doit nettement, et sans même admettre l'idée d'une discussion, signifier sa volonté à celui qui ferait mine de passer sur son territoire.

Assurément, sa situation est fixée par un contrat, elle est garantie par l'intérêt général. Mais il importe de ne se faire aucune illusion sur la fragilité de cette convention. Notre neutralité nous impose vis-à-vis de nous-mêmes et de l'Europe l'obligation d'être bien armés ; elle nous laisse aussi le droit de prévenir par la diplomatie ou par la force, celui de nos voisins qui serait tenté de rompre les traités à son profit particulier.

De récents événements ont montré quel cas les grandes puissances font des revendications élevées par les petits peuples.

Pour être prête à toutes les décisions, notre république a besoin dans ses Conseils non point de diplomates d'occasion, trop fréquents en Suisse, mais d'hommes expérimentés et énergiques qui sachent parer aux surprises que peut réserver la politique européenne.

Elle doit travailler sans relâche à perfectionner ses institutions militaires, seule mesure des égards qu'elle peut attendre de ses voisins et seules vraies garanties de son indépendance.

L'histoire contemporaine a confirmé jusqu'ici cet enseignement capital qui se dégage avec une évidence éclatante de la fâcheuse aventure de 1815.

H. MURET,
capitaine d'artillerie.

B. DE CÉRENVILLE.
capitaine d'infanterie.
